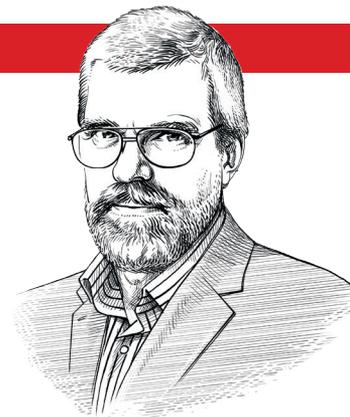


Piégés par la mondialisation

PAR PAUL H. DEMBINSKI



EN NOVEMBRE 2001 À DOHA, la Chine devenait membre de l'Organisation mondiale du commerce. Ce faisant, elle remportait une victoire sans précédent puisque ses partenaires commerciaux acceptaient ainsi d'entériner sa pratique du taux de change fixe du yuan. Le contrôle du taux de change a toujours été un des principes fondamentaux des économies planifiées, soviétique comme chinoise, par lesquels elles entendaient isoler l'économie interne des soubresauts externes propres au capitalisme.

Bien que les négociations avec l'OMC aient commencé bien avant 2001, l'entrée de la Chine – pays à économie planifiée – dans l'enceinte du libéralisme au moment même où le monde était désarçonné par l'attaque du 11 septembre 2001 revêt aujourd'hui une dimension symbolique. En effet, la conférence ministérielle devait être une réponse politique, mais aussi idéologique au désarroi géopolitique que les attentats de New York venaient de réveiller.

En ouvrant la porte de l'OMC, les partenaires économiques de la Chine étaient convaincus du caractère irréversible de la mondialisation et du libéralisme économique, qui finirait, tôt ou tard, par avoir raison des anachronismes, comme ce fut le cas en 1991 avec l'Union soviétique. Aussi, lors de la même Conférence de Doha, les ministres ont lancé un ambitieux programme de négociations commerciales «Cycle de Doha pour le développement» qui, au bout de trois ans, devait étendre le libre-échange aux denrées agricoles et le généraliser dans les services tout en accordant une attention spéciale aux intérêts des pays en voie de développement.

La suite de l'histoire est connue: l'expansion fulgurante de l'économie chinoise, tirée par les exportations et dopée par un taux de change artificiellement bas. Grâce aux investissements directs des plus grandes entreprises mondiales qui se sont ruées vers la main-d'œuvre disciplinée et bon marché, et vers le marché intérieur avide de tout, la Chine a pu faire un saut technologique géant.

La part des produits intermédiaires dans l'économie mondiale ne cesse d'augmenter, ce qui veut dire que les «chaînes globales de valeur» ont remplacé le commerce classique de produits finaux. Les grandes entreprises – les grandes enseignes mondiales – sont devenues les grands assembleurs devant l'Éternel, mieux: les grands architectes de l'assemblage. Pour leur capacité à optimiser – aussi du point de vue fiscal – les lieux de production et de gestion, ces entreprises incarnent la mondialisation. Elles ont toutes, d'une manière ou d'une autre, misé sur la Chine et sur son yuan bon marché. Durant les dernières quinze années, elles ont fait d'excellentes affaires, en grande partie grâce à la Chine. Grâce à un excédent commercial, dont le cours fixe de change assurait la pérennité, la Chine a accumulé

des réserves monétaires sans précédent et les Etats-Unis un endettement externe abyssal.

Le Cycle de Doha se meurt

Pourtant, en quinze ans, les déficits commerciaux et les chaînes de valeur avec leur lot de délocalisations mais aussi des revenus exorbitants ont creusé les fractures sociales et politiques au sein du monde occidental. Signe des temps, le

Cycle de Doha, qui devait raviver la mondialisation en perte de moral, piétine depuis quinze ans. Il est aujourd'hui dans un état de coma profond avec un pronostic vital engagé.

Les «élites» libérales ont fait la sourde oreille aux signaux faibles, amplifiés tout de même par la crise financière. Elles ont manqué d'imagination pour trouver des réponses adéquates et ont ainsi ouvert la voie aux populismes qui s'apprêtent à prendre le relais. En 2001, le monde a été parcouru par deux événements de portée historique: le 11 septembre et Doha. Chacun d'entre eux a déclenché sa propre dynamique. Ce qui était symbolique hier est devenu tectonique aujourd'hui. Le glissement de Davos vers le plancher des vaches a, peut-être, commencé en 2017.

Paul H. Dembinski est économiste, professeur à l'Université de Fribourg et directeur de l'Observatoire de la finance à Genève.

«Les «élites» libérales ont manqué d'imagination et ouvert la voie aux populismes»